

**FAIT DU JOUR**

Les inquiétudes du président du Sénat

PAR JANNICK ALIMI

ON LE DISAIT embarrassé, eh bien aujourd'hui, c'est pire ! Car ce que craignait secrètement Gérard Larcher est arrivé avec la décision du bureau du Sénat de saisir le procureur de la République des cas de trois des plus hauts collaborateurs de l'Élysée. A l'évidence une bombe dont les retentissements pourraient être désastreux pour Emmanuel Macron. Mais ce n'est pas de nature à réjouir le président LR du Sénat, pourtant jaloux de ses prérogatives face à un exécutif dont la majorité à l'Assemblée nationale est hégémonique.

Larcher vit des heures compliquées, soucieux qu'il est de la stabilité des institutions. Et particulièrement dans le contexte de crise politique dans laquelle sont plongées la France et de nombreuses démocraties européennes. « Cette affaire est surtout une histoire de pieds nickelés », confiait-on il y a un mois dans l'entourage de Larcher où l'on préférait concentrer ses critiques sur Benalla et Crase plutôt que sur Patrick Strzoda, Alexis Kohler et le général Lavergne. Selon nos informations, les débats, hier, au sein du bureau ont été houleux. D'après certains participants, Larcher a déployé tous ses efforts pour dégager des arguments juridiques susceptibles de limiter les charges retenues contre les collaborateurs de l'Élysée. En vain. Et il a dû se plier aux arguments de Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat.

L'ARME FATALE : LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Autre motif de crispation : le risque d'implosion de la majorité LR-centristes à la Haute Assemblée. Hervé Marseille, le président des sénateurs centristes, n'a jamais caché son opposition à l'offensive de Philippe Bas, le président LR de la commission d'enquête sur l'affaire Benalla, et des deux corapporteurs dont le socialiste Jean-Pierre Sueur. « Philippe Bas et Bruno Retailleau ont pris le bureau en otage. Face à un axe dur LR-PS que signe cette affaire, je m'interroge sur la solidité dans les semaines à venir de la majorité que nous formons, nous centristes, au Sénat avec les Républicains », tempête Hervé Marseille.

Enfin, c'est tout le fragile compromis politique qu'était arrivé à tisser Larcher avec l'Élysée et Richard Ferrand, son homologue à l'Assemblée nationale, qui pourrait être remis en cause. Ferrand a ainsi décidé de « ne plus participer » à une conférence commune, prévue aujourd'hui, avec Larcher, à Sciences-po Lille. Il s'agit d'une utilisation des « fonctions de contrôle parlementaire à des fins politiques » par le bureau du Sénat a communiqué l'Hôtel de Lassay. Quant à la réforme des institutions voulue par l'Élysée et pour laquelle Gérard Larcher avait bataillé en vue de défendre les prérogatives du Sénat, elle pourrait redevenir une arme nucléaire entre les mains d'Emmanuel Macron. Voire une arme fatale pour le Sénat, une disparition que certains Gilets jaunes appellent de leurs vœux.



**Gérard Larcher,
président LR
du Sénat, ne se
réjouit pas
de la décision
du bureau
de son institution.**



LP / OLIVIER COISSAN